

FINLANDE

La convergence du PIB par habitant par rapport aux pays les plus performants a été soutenue, grâce surtout au secteur des TIC. Toutefois, le chômage structurel reste élevé et l'emploi des travailleurs âgés et des jeunes est relativement faible.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire le coin fiscal sur les revenus du travail

Les coins fiscaux moyen et marginal sur les revenus du travail comptent parmi les plus élevés dans la zone OCDE. Si l'on y ajoute l'étroussure de l'éventail des salaires, cela pose des problèmes pour l'emploi, surtout des personnes peu qualifiées.

Mesures prises : L'impôt sur les revenus du travail a été réduit comme l'envisageait le gouvernement (réduction de près de 2 % du PIB sur la période 2004-07), mais la ponction fiscale reste relativement forte.

Recommandations : Continuer à réduire l'impôt sur les revenus du travail et veiller à la viabilité des finances publiques en transférant une partie de l'impôt sur des prélèvements ayant moins d'effets de distorsion, notamment les impôts sur la propriété.

Éliminer les voies d'accès à la retraite anticipée

L'impôt implicite sur la poursuite de l'activité à un âge avancé est élevé, de sorte que le nombre prévisible d'années d'emploi pour un homme de 50 ans n'était que de 9 en 2005, soit bien au-dessous de la moyenne pour les autres pays nordiques.

Mesures prises : Une vaste réforme des retraites a été mise en place en 2005, l'objectif étant de prolonger la vie active de 2 à 3 ans en améliorant l'incitation financière à poursuivre l'activité et en limitant certaines voies d'accès à une retraite anticipée.

Recommandations : Soumettre les travailleurs de plus de 59 ans aux mêmes obligations d'activation que les travailleurs plus jeunes s'ils veulent bénéficier des allocations chômage. N'attribuer la pension d'invalidité que pour raison médicale, et pas selon des « critères sociaux » comme cela est possible avec le système actuel. Renforcer les mesures d'activation des travailleurs âgés et des titulaires d'une pension d'invalidité ayant une certaine capacité de travail.

Réformer l'indemnisation du chômage

Les taux nets de remplacement à l'issue d'une longue période de chômage, compte tenu des avantages fiscaux et des prestations sociales dont bénéficie le chômeur, comptent parmi les plus élevés dans la zone OCDE et constituent une contre-incitation au travail.

Mesures prises : Dans le cadre de la réforme des mesures d'activation applicables aux chômeurs de longue durée, une activation plus intense est obligatoire après 500 jours de chômage et il faudra participer à des programmes actifs du marché du travail pour pouvoir percevoir l'allocation chômage.

Recommandations : Réduire l'aide financière dont bénéficient les chômeurs de longue durée, afin de renforcer l'incitation à reprendre un emploi.

Autres grandes priorités

- Promouvoir l'emploi et la flexibilité économique en faisant en sorte que les négociations salariales annuelles interviennent davantage au niveau de l'entreprise et en autorisant les entreprises à ne pas appliquer les accords collectifs centraux, de façon que les salaires soient plus en phase avec la situation locale.
- Déréglementer encore les marchés de produits – en particulier en assouplissant la réglementation des heures d'ouverture des magasins et les règles d'urbanisme – afin de faciliter l'entrée dans la distribution de détail. Poursuivre en outre le processus en cours de privatisation.